

PERSPECTIVES

La terre source de vie, pas de profit

Page 3

L'accaparement des terres date de l'époque coloniale

Page 6



PAIN POUR LE PROCHAIN ACTION DE CARÊME

Chères lectrices, chers lecteurs,

Quand le « sol se dérobe sous nos pieds », nous perdons notre équilibre et nos repères. Cette expression prend un sens littéral pour les centaines de milliers de personnes à qui les terres sont dérobées : l'accaparement des terres, ce bradage de champs et de forêts au profit d'entreprises et d'investisseurs, les prive des bases matérielles et spirituelles de leur existence.

La capacité d'assurer sa subsistance est indispensable à la dignité de la personne humaine. La plupart des peuples autochtones considèrent la terre comme une divinité à l'origine de leur existence et pas simplement un bien comme les autres. Ravalée au rang de placement financier, elle perd son sens originel qui est d'être porteuse de vie.

Dans leur campagne œcuménique 2017, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* dénoncent les graves conséquences de ce phénomène grandissant et s'engagent avec vous afin que la terre reste aux mains de celles et ceux qui l'utilisent pour se nourrir et de leurs descendants.



Matthias Dörnenburg,
directeur ad interim d'*Action de Carême*
Bernard DuPasquier,
directeur de *Pain pour le prochain*

CONTENU

INDONÉSIE

Cernés par une mer de palmiers à huile

Page 4

AFRIQUE DU SUD

Le jour où le destin de Thembile a basculé

Page 5

S'ENGAGER AVEC NOUS

Un potager pour cultiver le vivre ensemble

Page 10

Impressum :
Une publication de *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, 2017
Rédactrice en chef :
Pascale Schnyder (pst)
Rédaction : Patricio Frei (frp),
Florence Frossard (ff), Daniel
Tillmanns (dt), Tiziana Conti (tic),
Federica Mauri (fem)
Mise en page et réalisation :
Crafft Kommunikation, Zurich
Travail sur les photos : Schellenberg
Druck AG, Pfäffikon (ZH)
Impression : Druckerei Kyburz AG,
Dielsdorf
Tirages : 5240 allemand /
1680 français
Parait : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur/donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contact : *Pain pour le prochain*,
ppp@bfa-ppp.ch, 021 614 77 17
Action de Carême, actiondecareme
@fastenopfer.ch, 021 617 88 81

La terre source de vie, pas de profit

La campagne œcuménique dénonce les ravages de l'accaparement des terres, un phénomène en plein essor qui prive les familles paysannes de leur sol et de leurs moyens de subsistance.

Deux tendances contradictoires se dessinent dans le monde : au Nord, les jardins urbains connaissent un véritable engouement et deviennent des fournisseurs de proximité pour les fruits et légumes de nos cuisines. Dans ces petites oasis vertes, la vie semble s'écouler plus lentement et la nature reprend ses droits.

Au Sud, les familles paysannes sont toujours davantage privées de leurs terres. En effet, des entreprises et des investisseurs étrangers s'approprient de plus en plus leurs champs et leurs forêts, mettant de la sorte leur survie en péril. En Indonésie par exemple, ce sont des centaines de milliers de kilomètres carrés qui sont spoliés et déboisés au profit des plantations de palmiers. Des banques suisses figurent parmi les investisseurs.

Un signe de solidarité

Durant leur campagne œcuménique, *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* dénoncent cette problématique et posent un signe concret au moyen de l'action « Cultivez la vie ! » : chaque palette cultivée dans le périmètre de la paroisse ou dans le quartier permet de créer un mètre carré de surface agricole et de se solidariser avec les personnes pri-

privées de leurs terres (plus sur cette action en page 10). Le calendrier de carême prend lui aussi pour sujet la terre comprise comme la base de notre existence. Conçu comme un guide de randonnée qui propose des itinéraires, il sera un fidèle compagnon durant le carême.

Actions dans toute la Suisse

Du 1er mars au 16 avril 2017, de nombreuses paroisses relayeront la campagne et récolteront des fonds pour les personnes qui ont été privées de leurs terres ou qui luttent pour les conserver. Rendez-vous à une soupe de carême pour partager un moment de solidarité et rencontrer notre hôte de Madagascar, qui vous parlera des réalités que vit le peuple malgache. Vous pouvez aussi participer à l'une des actions de la campagne (voir ci-contre), une façon de contribuer à placer le sujet de l'accaparement des terres sur l'agenda public, tout en encourageant l'accès de la population locale à la terre et la pratique d'une agriculture peu gourmande en ressources.

— Sonja Lüthi



Affiche de la campagne œcuménique 2017 : les investissements sont la première cause d'accaparement des terres

Quatre manières de soutenir la campagne œcuménique :



JOURNÉE DES ROSES

Le 25 mars, des roses seront vendues dans toute la Suisse pour le prix symbolique de 5 francs. Grâce à la générosité de Coop, presque toutes les recettes seront versées à nos projets. Nouveau : offrez une rose virtuelle via l'app « Give a Rose ».



LE PAIN DU PARTAGE

Les boulangeries qui vendent les « pains du partage » dans toute la Suisse versent 50 centimes par unité à des projets de *Pain pour le prochain* et d'*Action de Carême*.



GROUPES DE JEÛNEURS

Lors de la campagne œcuménique, de nombreuses personnes se réunissent pour jeûner ensemble. Cette démarche de recherche spirituelle et de renoncement a aussi une dimension solidaire.

SOLIDARITÉ AVEC LES SANS-TERRE

Grâce à l'action « Cultivez la vie », vous transformez des palettes en plates-bandes qui permettent d'illustrer le sujet de la campagne œcuménique 2017 dans le périmètre de la paroisse, le quartier ou la cour d'école.

Vous trouverez toutes les actions, manifestations et infos concernant la campagne œcuménique sur le site www.voir-et-agir.ch



La plantation de palmiers à huile du groupe Bumitama s'étend jusqu'à la maison d'Abey Lei. Sans raison, un tiers de ses terres lui ont été enlevées.

Cernés par une mer de palmiers

Au Kalimantan occidental, où l'expansion des plantations menace les moyens de subsistance de la population, Walhi, un partenaire de *Pain pour le prochain*, aide les personnes concernées à faire valoir leurs droits à la terre.

C'est une route longue et cahoteuse qui mène à Sungai Kelik (sud-ouest du Kalimantan) où habite la famille de Pak Abey Lei. Après chaque averse, l'eau arrive aux mollets : les pieds mouillés sont la règle pour les passagers de la moto familiale. Les palmiers à huile accompagnent le voyageur tout au long du trajet. Des grands, des petits, tous bien alignés, jusqu'à sa maison.

La plantation qui cerne l'humble maisonnette en bois appartient au groupe Bumitama Gunajaya Abadi, l'un des poids lourds de l'huile de palme en Indonésie. Ces dernières années, il a déboisé des milliers d'hectares de forêt pour y planter des millions de palmiers à huile. Il a levé une partie des fonds nécessaires auprès de la banque helvético-brésilienne J. Safra Sarasin. L'argent suisse investi dans les plantations a ainsi sa part de responsabilité dans les violations des droits humains et dans les problèmes écologiques.

Une vraie expropriation

Abey Lei nous relate son expérience : avec des proches, il voulait cultiver sa propre plantation, il y a de cela quelques années. Des 96 hectares autour de Sungak Kelik, environ 50 étaient voués à la production biologique certifiée. C'est alors qu'est apparu le groupe Bumitama. « Il y a quatre ans, le groupe nous a dérobé 36 hectares de terres », explique Abey Lei. « Nous avons porté l'affaire devant les autorités forestières de Disbun, mais nous attendons toujours la réponse. » Il a fait planter des pieux pour protéger ses terres, sa maison et son puits, une sécurité dont l'efficacité reste à prouver. Les palmiers à huile qui entourent sa maison grandissent d'un demi-mètre par année : bientôt, là où il pousse encore du manioc et d'autres légumes, il sera difficile de pratiquer l'agriculture à l'ombre des feuilles des arbres. Qui plus est, les planta-

tions épandent beaucoup d'engrais et éliminent le sous-bois, de sorte que le niveau de la nappe phréatique a déjà diminué : Lei a dû enfoncer un tuyau plus profondément dans le sol pour retrouver de l'eau.

Un soutien indispensable

Au Kalimantan Occidental, le cas de la famille Lei n'est pas isolé. Obnubilés par le profit, les producteurs d'huile de palme n'ont que faire du respect des droits fonciers ou des réserves naturelles. Ils accélèrent ainsi l'extinction de la culture et du mode de vie traditionnel des Dayaks, le nom des autochtones de la région, en les privant des ressources naturelles à la base de leur alimentation (chasse, pêche et cueillette de plantes sauvages). La forte résistance que suscite ce phénomène dans de nombreux villages (voir le dossier) reçoit le soutien de Walhi, un partenaire de *Pain pour le prochain*. Un appui important, comme le souligne Abey Lei : « Le gouvernement ne fait toujours pas signe de vouloir résoudre nos problèmes et de nous soutenir dans notre lutte contre Bumitama. »

— Urs Walter

Lire et agir

Notre action

***Pain pour le prochain* soutient son partenaire Walhi dans la lutte pour renforcer les droits des familles de petits agriculteurs menacés par les sociétés de production d'huile de palme.**

Votre soutien

Aidez ces familles à défendre leurs terres en faisant un don sur le compte 10-26487-1.

Le jour où le destin de Thembile a basculé

En Afrique du Sud, l'accaparement des terres n'est pas nouveau. Des villages entiers étaient évacués sous l'apartheid. Aujourd'hui, les expulsions continuent et les ouvriers agricoles sont les principales victimes.



Un beau matin, ils ont détruit le potager de Thembile Kaza à coups de bulldozer.

La récolte de pommes de terre n'était qu'une question de jours, lorsqu'un bulldozer a détruit le potager de Thembile Kaza*, qui a à peine eu le temps de sauver la remise abritant ses outils.

Ici, le sol est sec et la vie dure, mais Thembile a appris à recouvrir la terre de paille pour en conserver l'humidité et à épandre

de l'engrais pour en améliorer la fertilité, grâce aux cours organisés par Ecarp, un partenaire d'Action de Carême.

Le potager était vital pour sa famille. Il procurait du maïs et des haricots de décembre à février et des melons en été pour en faire de la confiture qui leur apportait un revenu d'appoint bienvenu.

Ecarp accompagne des groupes d'épargne et des comités locaux. Elle intervient aussi lorsqu'une expulsion menace. Grâce à l'organisation, Thembile sait qu'il a le droit de rester sur la ferme où il vit avec sa famille depuis 2005. S'il déménage, il a droit à un logement équivalent ou à une indemnité raisonnable.

Un contrat rédigé en anglais

En septembre 2015, Thembile apprend que la ferme est vendue et que lui et sa famille doivent déménager. On lui propose bien une maison à Grahamstown, mais Thembile refuse : « Je suis fermier, que ferais-je en ville ? »

Le travail de Thembile consistait à entretenir la clôture d'un domaine de quelques centaines d'hectares abritant des springboks, des antilopes, des zèbres et d'autres animaux sauvages.

On a ensuite promis à Thembile de bâtir une maison sur le domaine voisin de Goodwood, qui appartient au même propriétaire, mais en signant un tel contrat, il perdait son droit d'établissement si la ferme était vendue.

Thembile a passé toute sa vie dans la région et craint que sa famille subisse le même sort que les six familles dont les maisons ont été démolies en 1998. Où irait-il avec ses deux enfants et ses cinq petits-enfants ?

Après l'intervention du bulldozer, Thembile a fini par signer un contrat dont il ne possède pas d'exemplaire et dont il ignore le contenu, car celui-ci est rédigé en anglais, une langue qu'il ne comprend pas. Elle est belle, la nouvelle maison, mais il n'y a toujours pas d'eau, ni d'électricité. On lui a promis des matériaux de construction et des maçons pour qu'il puisse l'agrandir.

Thembile pourra retrouver son emploi sur ce nouvel emplacement. Le salaire n'est pas mirobolant : 2000 rands, même pas 150 francs par mois.

Le potager et ses melons leur feront cruellement défaut.

— Patricio Frei

*Nom d'emprunt

Lire et agir

Notre action

En Afrique du Sud, Action de Carême protège les ouvriers agricoles des expulsions et leur montre comment cultiver un potager pour améliorer leur état nutritionnel.

Votre soutien

Pour mettre fin aux expulsions en Afrique du Sud, versez un don sur le compte 10-15955-7, mention Afrique du Sud.

« L'accaparement des terres date de l'époque coloniale »

Le professeur Stephan Rist, qui a étudié le thème de l'accaparement des terres depuis plusieurs années, conclut que la solution réside dans le renforcement de la souveraineté de la population sur ses terres.

Quand avez-vous fait l'expérience de l'accaparement des terres pour la première fois ?

C'était il y a 20 ans au Brésil. Lors d'un voyage scientifique, nous avons roulé pendant des heures dans le Mato Grosso sans rien voir d'autre que des champs de soja. Nous avons rendu visite à des familles paysannes de plus en plus acculées par les grandes exploitations, et à des gens qui avaient perdu leurs terres. Si nous ne parlions pas encore d'accaparement des terres, nous voyions cependant déjà que le bradage des terres à de grandes entreprises plongeait de nombreuses familles dans la détresse.

Quand avez-vous découvert que l'accaparement des terres était une pratique systématique ?

Tout chercheur qui s'intéresse à ce sujet s'en aperçoit rapidement. Ce n'est d'ailleurs rien de nouveau : l'expansion violente de l'agriculture industrielle capitaliste date de l'époque coloniale. Il y a toutefois des différences. Auparavant, les pays industrialisés devaient conquérir ces territoires par les armes, alors que, de nos jours, les gouvernements leur prêtent main-forte, dans l'espoir de développer leurs pays :



Stephan Rist est professeur du Centre développement et environnement (CDE) de l'Université de Berne. La gouvernance de la terre et des ressources naturelles est son principal domaine de recherches. Il a vécu 15 ans en Bolivie.

le rôle joué par les entreprises est lui aussi plus important. Aujourd'hui, le capital parcourt le monde entier à la recherche du rendement le plus élevé. Après la crise financière, alimentaire et énergétique de 2008, les investisseurs ont commencé à s'intéresser au secteur agricole, car la production de denrées alimentaires et d'agrocarburants promettait des rendements garantis.

Les investisseurs ont transformé le sol en placement financier. Quelles conséquences ?

L'affaire Addax permet d'illustrer parfaitement ces conséquences : avant l'intervention de la multinationale, la région de Makeni se caractérisait par une agriculture paysanne très diversifiée grâce à ses pâturages, ses marécages, ses champs, ses arbres et ses arbustes. Ses habitants se livraient aux activités les plus diverses pour subvenir à leurs besoins : bûcheronnage, culture maraîchère et élevage. Addax laisse derrière elle une région totalement aplaniée et uniformisée. On a beau s'apercevoir qu'il s'agissait d'une erreur, il faudra des siècles pour restaurer la diversité et la fertilité du sol. Actuellement, de nombreuses personnes n'ont

plus que leurs bras pour gagner leur vie.

Que faire pour endiguer l'accaparement des terres ?

Le problème réside dans l'extraordinaire concentration de la propriété foncière. Il faudrait donc rendre à la population locale la souveraineté sur ses terres pour qu'elle puisse les exploiter de façon communautaire. Ce système a fait ses preuves en maints endroits et a permis une gestion durable des ressources naturelles, appelées « biens communs ». Les alpages sont un exemple en Suisse de ce mode d'utilisation des terres.

Quelle est la responsabilité de la Suisse, plaque tournante du négoce des matières premières ?

Le fait est que quelques-uns des tout premiers négociants de produits agricoles au monde ont leur siège en Suisse. Au lieu de les choyer, nous devrions les contraindre à répondre des conséquences de leur activité pour l'homme et l'environnement. Les recherches montrent clairement que les mesures volontaires sont insuffisantes. Du point de vue scientifique, une solution telle que celle proposée par l'initiative pour des multinationales responsables est assurément la meilleure solution.

— Pascale Schnyder



Un conseil de village à Madagascar.

La résistance exemplaire d'un village

Des industriels chinois ont reçu un permis d'exploitation minière sur 7500 hectares pour 40 ans. Face à la menace sur leurs cultures, des villageois et villageoises résistent.

A 80 kilomètres de la capitale Antananarivo, des habitantes et habitants de Soamahamania sont sous le choc. En juin 2016, des employés chinois ont débarqué soudainement avec des camions et des pelleteuses. Ils ont planté leurs tentes et installé un bureau dans le village. Tout ce matériel appartenait à la société Jiuxing Mines, autorisée par les autorités nationales à exploiter pour 40 ans de l'or, du zinc, du fer, du plomb et du berilium sur une surface de 7500 hectares.

Population locale ignorée

L'absence de véritable consultation publique a causé la colère de nombreux villageois. « Le gouvernement ne nous a pas pris en compte » déplore Marie Rasoavololona, manifestante de la première heure. « Le maire s'est contenté de parler de la création de nombreux emplois. Sans faire mention des activités d'extraction à proprement parler. » La radio locale, « radio Fi », a par la suite révélé l'identité de l'entreprise et ses activités sur le ter-

rain. Des rizières et des champs ont été détruits. L'eau en aval de la source est devenue boueuse à cause d'un barrage construit pour les besoins de l'extraction. L'entreprise a signé des contrats de location de terrains avec certains villageois, divisant la population entre partisans et opposants au projet.

Soutien des évêques

Tous les jeudis, jour de marché, Marie rejoint la marche de protestation. Elle porte une banderole confectionnée par ses soins. Avec le soutien de deux évêques membres de l'organisation Justice et Paix, un comité de défense des intérêts villageois a été mis sur pied. Il réclame au gouvernement l'annulation pure et simple du permis d'exploitation. Les défilés, rassemblements et débats ont parfois été violemment réprimés par les forces de l'ordre. Marie a été brûlée dans le dos par une bombe lacrymogène lancée par la police. Des membres du comité ont été emprisonnés à la suite d'une manifestation, puis relâchés après un procès, notamment sous la pression du Rapporteur Spécial des Nations Unies pour les droits de l'homme et l'environnement.

Dans une tentative d'apaiser la situation, le gouvernement a fini par suspendre les activités de la société chinoise. Mais du côté des contestataires, la vigilance reste de mise, car le permis d'exploitation n'a toujours pas été annulé. Une chose est sûre : ils peuvent être fiers de cette mobilisation exemplaire.

— Dorothee Thévenaz Gyax et
Florence Frossard



Agé de 40 ans, **Anton P. Widjaya** dirige Walhi, une organisation partenaire de *Pain pour le prochain* au Kalimantan occidental (Indonésie).

« Nous demandons un usage rationnel des ressources »

« Directeur de Walhi, j'ai pour objectif de protéger l'environnement et d'améliorer les conditions de vie de la population. La terre doit appartenir à tout le monde : les communautés doivent pouvoir l'utiliser pour subvenir à leurs besoins et la léguer aux générations suivantes. Or, de plus en plus d'entreprises s'approprient d'énormes surfaces. Elles déboisent ainsi des kilomètres carrés de forêt vierge pour y planter des palmiers ou en extraire des minéraux, détruisant l'environnement et foulant aux pieds des droits fondamentaux. Auparavant, les terres étaient généralement communautaires et tout le monde pouvait les exploiter, mais le gouvernement octroie des surfaces toujours plus grandes aux entreprises à la bourse bien pleine. Il encourage l'industrie de l'huile de palme, espérant que ce secteur développera le pays, mais ce modèle de développement nuit à un grand nombre de personnes qui ont tout perdu.

Walhi est un réseau fort de centaines de membres individuels et collectifs de toute l'Indonésie qui promeuvent ensemble un développement à visage humain respectueux de la nature, tout en combattant l'accaparement des terres. Epaule contre épaule, nous nous mobilisons pour un développement durable et de bonnes conditions de vie pour tout le monde. Nous n'abandonnons pas la lutte. Toute amélioration durable prend du temps, je suis bien placé pour le savoir, car je suis forestier-bûcheron diplômé en gestion des forêts.

Dans les villages, la population nous dit souvent qu'elle veut améliorer ses conditions de vie. Les Dayaks, les autochtones du Kalimantan, s'opposent aux plantations, qui ne leur apportent

aucun progrès ou presque. Nous demandons que le développement prenne pour référence l'adat, le droit coutumier des Dayaks, qui prescrit un usage rationnel des ressources naturelles tout en protégeant la terre et la forêt.

Si la capacité de la population locale de défendre ses moyens de subsistance est un atout, les connaissances en sont un autre. C'est pourquoi nous aidons les communautés à réaliser une démarche de cartographie participative, ce qui leur permet de mieux connaître leurs terres et leurs forêts, ainsi que leurs limites, tout en identifiant le potentiel économique. En règle générale, les entreprises paient un prix fixe par mètre carré, sans tenir compte de la valeur de la forêt pour les chasseurs et les cueilleuses, ni de celle du bois. Or, la vente du bois rapporte souvent autant d'argent que celui que l'entreprise a payé pour les terres, de sorte que celle-ci les obtient pour ainsi dire gratuitement.

La résistance dans les villages ne suffit pas et nous voulons, en coalition avec des organisations d'autres provinces, amener Jakarta à changer de cap. Walhi exerce aussi davantage de pression à l'échelle internationale : nous dénonçons les conséquences des investissements dans des plantations de palmiers à huile. Les banques et les caisses de pension suisses doivent elles aussi cesser d'investir dans des affaires nuisibles. Les entreprises et les pouvoirs publics ne changeront de pratique que lorsqu'ils recevront des pressions de toute part. Et les consommateurs ne sont pas les derniers concernés : ils devraient utiliser moins d'huile de palme, car plus il s'en vend et plus les répercussions seront importantes. »

« Les entreprises obtiennent les terres pour ainsi dire gratuitement. »

Anton P. Widjaya

EN CHIFFRES

96 %

de l'huile de palme produite en Indonésie provient de Sumatra et du Kalimantan.

70 %

des plantations de palmiers à huile se trouvent sur d'anciennes forêts qui permettaient à la population de se nourrir.

5000

conflits liés à la terre en Indonésie ont été signalés depuis l'établissement de l'industrie de l'huile de palme.

RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES

La mise en œuvre du Plan d'action national stagne



Malgré les abus des droits humains comme le travail des mineurs, le Conseil fédéral se borne à proposer des mesures volontaires aux entreprises.

Cinq ans après l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, le Conseil fédéral a publié en décembre 2016 son Plan d'action national (PAN)

qui présente 50 mesures susceptibles de favoriser le respect des droits humains par les entreprises en Suisse et à l'étranger. Malheureusement, le Conseil fédéral se borne à proposer des me-

sures volontaires et n'introduit que six nouveautés, comme une distinction pour récompenser les bonnes pratiques ou l'amélioration de la formation du personnel d'ambassade. « La Suisse accueille un très grand nombre de multinationales actives dans des secteurs problématiques, comme les matières premières ou la pharmacie. Aussi le PAN, conçu sans ambition ni vision, est-il absolument insuffisant », déplore Chantal Peyer, responsable Economie et droits humains chez *Pain pour le prochain*. Début janvier, le Conseil fédéral a recommandé de rejeter l'initiative pour des multinationales responsables sans mener une discussion approfondie. Selon Chantal Peyer, « cette politique de l'autruche a de graves conséquences non seulement pour les victimes de violations de droits humains, mais aussi pour les nombreuses entreprises qui mettent déjà l'accent sur les principes éthiques et de durabilité dans leurs activités ». La coalition de l'initiative suivra de près le débat parlementaire et se prépare à la campagne de votation. — *Pascale Schnyder*

CAMPAGNE STOP BENZÈNE

Notre engagement continue !

Lisa Mazzone, conseillère nationale genevoise des Verts, a déposé une interpellation concernant les produits dont la fabrication nécessite du benzène, une redoutable substance cancérigène. Le but de cette interpellation, préparée avec *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, est de sensibiliser le Conseil fédéral à cette problématique et de l'inviter à en interdire la commercialisation en Suisse. Chaque année, plus de 50 000 ouvriers et ouvrières sont victimes d'une intoxication au benzène et des milliers en meurent. Le Festival du film et forum international sur les droits humains (Genève, 10-19 mars), projettera en première suisse le documentaire « Who Pays the Price », cofinancé par nos deux organisations.
www.fifdh.org

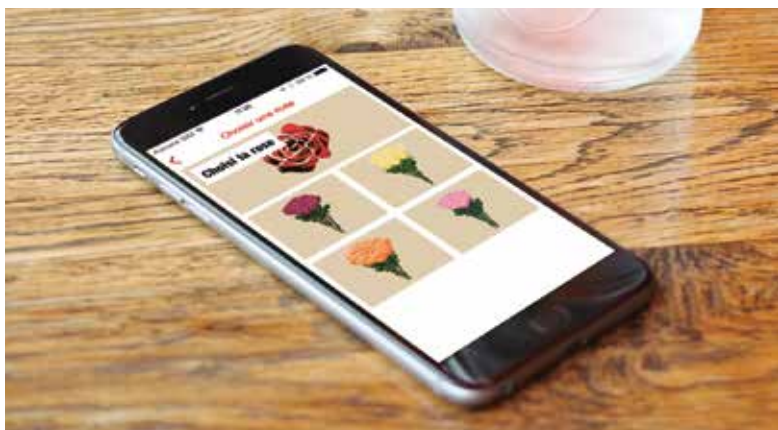
FIFF

Le Népal à l'honneur

Du 31 mars au 8 avril 2017, le public du Festival international de films de Fribourg (FIFF) pourra découvrir une bonne vingtaine de courts et longs métrages népalais. Telle est la première thématique 2017 dévoilée par le festival. *Pain pour le prochain* et *Action de Carême* offrent chaque année le prix du jury œcuménique à la réalisatrice ou au réalisateur dont le film reflète le mieux les valeurs sur lesquelles se fondent ces deux organismes dans leur soutien aux luttes des populations pauvres des pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine.
www.fiff.ch

« GIVE A ROSE »

Offrez du bonheur avec une rose virtuelle



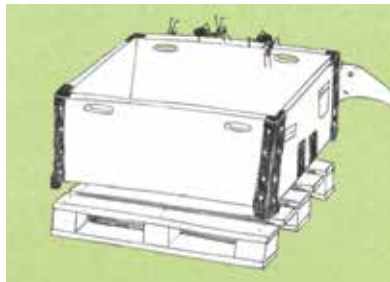
L'argent de la vente des roses ira à des familles paysannes au Guatemala.

Développée par *Pain pour le prochain* et *Action de Carême*, « Give a Rose » est une application pour smartphones qui vous permet d'acheter une rose virtuelle, voire tout un bouquet, pour l'offrir à vos proches. Le bonheur sera double, car le produit de leur vente aidera des familles paysannes guatémaltèques à assurer leur alimentation et défendre leurs droits. Chaque rose peut être accompagnée d'un message et plantée dans un champ de roses virtuel. Plus le champ de roses sera grand, plus notre impact sera important. Elles peuvent être offertes via Facebook ou tout autre moyen électronique.

www.give-a-rose.ch

Cultivez la vie !

Faites un geste symbolique pour rendre la terre à celles et ceux qui l'ont perdue



En signe de solidarité avec celles et ceux qui ont vu leur terre nourricière accaparée, la campagne œcuménique 2017 invite les paroisses et tout un chacun à semer des plantes dans des palettes. Par cette action intitulée « Cultivez la vie », une palette devient une parcelle de terre cultivable, rendue symboliquement aux populations qui l'ont perdue.

Comme mentionné dans les textes théologiques, nous ne devons pas laisser le jardin d'Eden devenir un désert. Ce n'est qu'en prenant soin du sol que nous pouvons garantir l'alimentation des populations, aussi bien au Nord qu'au Sud.

L'action « Cultivez la vie » peut être menée dans la cour de l'église, à proximité de la maison de paroisse ou dans votre quartier. Plus nous planterons de palettes, plus l'action sera spectaculaire.



3 options

Il est possible de mener cette action avec n'importe quel contenant (palette et cadre CFF, jardin, bac, etc.). Vous n'avez pas le temps de monter votre palette ? L'association SET du Cœur à Sion peut se charger de tout ou partie du travail. Elle propose les options suivantes :

1. Palette « clé en main »
Livrée sur place, montée et fournie avec le matériel de jardinage : terre, copeaux, tissus, et même plantons.

Coût : Fr. 150.-, Fr. 170.- avec les plantons.



2. Palette « brute »
Avec ou sans livraison, seulement la structure en bois (palette et cadre)

Coût : Fr. 100.-.

3. Palette « à la carte »
Au choix, avec certains éléments, ou l'un ou l'autre, etc.

Coût : Fr. 100.- la palette + Fr. 50.- le matériel + Fr. 20.- les plantons.

Vous pouvez également permettre aux paroissiens (surtout aux enfants et aux jeunes) ou invités à la soupe, à la conférence, à être eux-mêmes créateurs de vie dans leurs jardins ou sur leurs balcons. Nous pouvons vous fournir des boules de semences de fleurs : six boules de semences pour Fr. 10.- (envoi compris).

Renseignements et commande:
Emmanuel Theler, association SET du Cœur; theler@netplus.ch ; 079 734 01 15

S'ENGAGER AVEC NOUS

Un potager pour cultiver le vivre ensemble

Dans le canton de Vaud, la commune d'Echallens accueille depuis 2016 une soixantaine de requérants d'asile. Avec un groupe de voisins, Claude Amblet a mis sur pied un potager pour favoriser la rencontre entre « les gens d'ici et d'ailleurs », comme il aime à le formuler. Car les gens d'ailleurs sont aussi parfois les voisins d'un autre quartier ou d'une autre ville. « Des personnes viennent trouver refuge chez nous après avoir dû fuir leurs terres. Au lieu de nous replier sur nous-mêmes, nous devons apprendre à vivre ensemble », insiste Claude, qui travaille depuis 7 ans comme aumônier au centre d'enregistrement des requérants d'asile à Vallorbe. Avec ce potager, il espère offrir un moyen de dépasser la peur souvent causée par la différence et l'inconnu. Guidée par les principes de la permaculture, une petite équipe s'est mise au travail en été dernier sur un terrain d'environ 500 m² loué à la commune. Fauche, design du jardin, réalisation de buttes : il s'agissait dans un premier temps de préparer la terre. « La permaculture nous amène à replacer l'homme au sein de la Création et pas au-dessus », explique Claude à qui le jardinage inspire de nombreuses paraboles. « J'aime particulièrement l'exemple des limaces, parce qu'il nous fait réfléchir à notre propre regard sur l'autre : les limaces n'ont-elles pas autant le droit que moi d'être dans le jardin ? De quel droit est-ce que je considère que cette terre m'appartient ? » La démarche de ce projet va bien plus loin que de faire pousser des légumes. « Travailler la terre



Claude Amblet : le potager, un outil pour dépasser la peur de l'autre.

nous rapproche de nous-mêmes et nous fait nous sentir en interdépendance. Cela amène à revisiter les notions de solidarité, de respect et de partage équitable de ce qui nous est commun. » Autre objectif du projet : permettre un type de rencontre qui transforme le regard sur l'autre. Un phénomène qui, pour Claude, relève du miracle. « Je parle de la vraie rencontre, celle à travers laquelle on réalise ce que nous avons en commun. Les peurs tombent, car on voit que l'autre est animé des mêmes aspirations et inquiétudes. Seule cette rencontre-là permet de dépasser la peur. » Claude et sa femme Beatriz vivent aussi ce type de rencontres chaque année avec le groupe de jeunes qu'ils accompagnent depuis 10 ans durant le temps de carême. Un rendez-vous annuel dont ils ne se lassent pas. – ff